

GENÈVE IMPORTERA D'ICI À 2011 300 000 TONNES DE DÉCHETS

■ Le conseil d'administration des Services Industriels donne son feu vert à l'incinération de détritus ménagers en provenance d'Italie et d'Autriche.

■ Cette importation «sauvera» un des fous des Cheneviers. A terme, les ordures régionales seront privilégiées. Des partis qualifient cette décision de malheureuse.

MARC BRETON

Les Services Industriels de Genève (SIG) se tirent une épine du pied. Rêné hier matin, son conseil d'administration a pris position en faveur d'une importation de 300 000 tonnes de déchets au maximum sur quatre ans provenant d'Autriche (129 000 tonnes) et d'Italie (181 000 tonnes). «Il s'agit de 40 000 à 90 000 tonnes de déchets fiers ménagers par an, acheminés en camion jusqu'à la Praille, puis par camion jusqu'aux Cheneviers», souligne Christian Brunier, responsable de la communication de l'entreprise. Selon nos informations, les premiers trains sont attendus d'ici à la fin du mois.

Un choix économique

Mais pourquoi importer des ordures? Pour l'entreprise publique, la décision est surtout économique. Le succès du tri a provoqué une diminution du tonnage récupéré. Disposant d'une capacité de traitement de 350 000 tonnes par an, les SIG n'en ont traité que 296 000 en 2007. D'où un manque à gagner et une perte de valeur comptable des installations. La fermeture d'un des trois fours des Cheneviers entraînerait le licenciement de 50 personnes. L'importation au contraire permettrait de gagner entre 3 et 11 millions par an.

A terme toutefois, l'entreprise affirme vouloir privilégier la recherche de déchets régionaux pour combler ses capacités.

Pluie de questions

La décision des SIG ne fait pas que des heureux. A l'interne, elle a même provoqué hier matin un vif débat. On sait par exemple que le représentant de la Ville de Genève, Pierre Maudet, représen-



Barileuse de Naples. Depuis le début de la crise des déchets il y a deux mois, les ordures s'amoncellent en Campanie. (KEYSTONE)

tant 30% de l'actionariat, a combattu la décision. Contacté, le radical se refuse à tout commentaire. Il aurait été notamment donné de voir voter sur un sujet de cette importance aussi que le point trait clairement est stipulé à l'ordre du jour.

Du côté des critiques se place aussi le délégué du Mouvement citoyens Eric Stauffer. Dans une résolution du 22 septembre au Grand Conseil, ce député s'inquiétait déjà de voir l'acheminement

de détritus profiter à la mafia napolitaine. «Le Conseil d'Etat ne nous a pas encore répondu», s'insigne le député, qui attaque le conseiller d'Etat Robert Cramer en charge des SIG: «Ce magistrat parle d'écologie, mais il autorise cette entreprise à faire du shopping d'ordures en Europe! De plus, pour transporter les déchets de la Praille aux Cheneviers, il faudra éjecter 15 000 trajets en camion! Bravo!»

Auteur d'une motion, le député du PDC Guillaume Barazzotte s'insigne que Genève devienne «la poubelle de l'Europe». Il s'en prend à Robert Cramer, «qui dit qu'il faut rouler propre et se montre pourtant

prêt à importer des tonnes de déchets. Malgré les filtres, il y aura davantage d'émissions de particules qu'avant». Le député exige des informations sur la stratégie des SIG et sur la qualité du rebut fourni.

Son président, Rabano Forte, ajoute: «Il est pénalement de constater que des gens qui ont mené campagne sur le plan fédéral sur la peur par rapport au climat s'assoient sur leurs valeurs pour des raisons économiques».

Bon bilan écologique

Des références, des assurances. Le SIG affirme en avoir à foison. «D'abord l'importation de déchets est soumise à autorisation cantonale et fédérale. En-

suite, nous ferons appel à des transporteurs reconnus. Nous exigeons de connaître la provenance des déchets, nous enverrons des équipes sur place les analyser. Nous ne voulons que du frais et nous mandaterons une entreprise pour s'assurer de la traçabilité des ordures», raconte d'un trait Christian Brunier. Il souligne que l'acheminement et l'incinération des déchets provoquent six fois moins d'émission de CO₂ que de les laisser pourrir dans une déchèterie.

Et la mafia? «Vu les conditions que nous imposons, je ne vois pas très bien ce qu'une mafia gagnerait à nous envoyer des déchets».

Importation acceptable à court terme

Genève va-t-elle devenir la poubelle de l'Europe? Pour répondre, nous avons joint le magistrat écologiste Robert Cramer.

Robert Cramer, les SIG réclament l'importation de centaines de milliers de tonnes de déchets. Approuvez-vous?

Oui, si cela mène pas de pollution supplémentaire et si nous surveillons les conditions d'exploitation et de transport. Faire venir des déchets d'ailleurs n'est pas une nouveauté, nous en importons d'Allemagne. Cela a du sens d'incinérer des immondices dans de bonnes conditions plutôt que de les laisser pourrir dans des déchèteries.

Etes-vous sûr de votre calcul écologique?

S'il s'agit d'un dépannage. A long terme, l'importation de déchets n'a aucun sens.



Robert Cramer. Magistrat écologiste. (C. BONZON)

La décision des SIG n'est-elle pas dictée par des raisons économiques?

Elle répond à une situation de surcapacité temporaire dans le traitement des ordures. Les Cheneviers ont été surdimensionnés pour deux raisons. D'abord, on pensait que les Genevois ne trieraient jamais leurs déchets. Ensuite, on estimait qu'il fallait un tiers de réserve pour pallier tout problème technique. Ces deux hypothèses se sont révélées fausses.

Marc Breton

Mouchet évite le couperet

Dernière saveur ou simple report d'échéance? Hier, le conseil d'administration des SIG a également traité d'un point très particulier et historique à notre connaissance dans l'histoire des régies publiques genevoises.

Un premier point de l'ordre du jour figurait un effet un vote de confiance sur le travail mené par Daniel Mouchet, le président socialiste de l'entreprise publique. Selon nos sources, le conseil ne s'est toutefois pas prononcé sur le sujet, inscrite à la demande du député Eric Stauffer du Mouvement citoyens genevois. Saïsis au préalable d'un vote «d'entrée en matière», les administrateurs ont décidé après trois quarts d'heure de... ne pas se prononcer.

Par bulletins secrets, ils ont refusé d'entrer en matière sur la question. Quel argument a prévalu? Un point de droit, semble-t-il. La nomination de Daniel Mouchet est en effet du ressort du Conseil d'Etat et



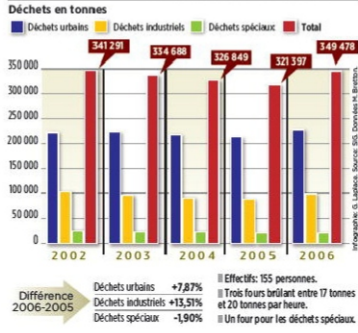
Daniel Mouchet, président socialiste de l'entreprise publique. (GEORGES REYRAZ)

non du conseil d'administration. Le socialiste est-il pour autant assuré de garder son siège à moyen ou à long terme? «Cette question n'est pas à l'ordre du jour et le vote de ce jeudi confirme plutôt Daniel Mouchet à son poste», explique le conseiller d'Etat de tutelle Robert Cramer qui, retenu à Berne, était absent de cette séance.

Dans les partis politiques, on murmure toutefois que le Conseil d'Etat pourrait profiter d'un remaniement des conseils d'administration pour choisir un nouveau président, si la réforme de la gouvernance des entreprises publiques combatte par référendum, entre en vigueur.

Marc Breton

■ QUANTITÉ ET PROVENANCE DES DÉCHETS LIVRÉS AUX CHENEVIERS



Une erise sans fin pour la Campanie

Il L'ade des Genevois n'y suffira pas! Les mornceaux d'ordures qui submergent Naples et la région de Campanie depuis deux mois ne devraient pas disparaître de sitôt. Depuis que le cycle du ramassage des ordures s'est rompu, entre Noël et Nouvel-An, des quantités pharaoniques de détritus se sont accumulées dans les rues et sur les places d'une région de 6 millions d'habitants.

Aujourd'hui, explique Gianfranco Ruggiero, responsable de la logistique de l'ASIA (la société napolitaine chargée du ramassage des ordures), ce sont quelque 2000 à 3000 tonnes de détritus qui gisent encore dans les rues de Naples, et plus de 250 000 tonnes dans celles des villes et villages de Campanie. Ce qu'il faut comprendre, pour-

suit le technicien, c'est que la région (qui ne dispose d'aucun incinérateur) n'a plus de capacité de stockage et que nous ne savons donc plus où entreposer les ordures produites chaque jour (1300-1400 tonnes à Naples, 8000 tonnes en Campanie). Le scandale de la munezza en Campanie est une vieille histoire où se croisent Camorra (la mafia locale), politiciens véreux ou corrompus et impéritie. Pour tenter de remédier à cet état de fait, la gestion des ordures a été confiée, en 1994, à un commissaire spécial nommé par Rome. Rien n'y a fait: 14 ans et 8 commissions plus tard, Naples et sa région ne disposent toujours pas d'un cycle cohérent de traitement des ordures. Malgré 2 milliards d'euros dépensés... Bernard Bridel